
CHU DE MONTPELLIER

HOPITAL LAPEYRONIE - RESTRUCTURATION DES URGENCES PEDIATRIQUES
OPERATION 2

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CCTP LOT 01 – DEMOLITIONS / GROS OEUVRE

Sommaire

1. GENERALITES	4
1.1. PROGRAMME	4
1.2. ETENDUE DES TRAVAUX	4
1.3. DOCUMENTS CONSULTATION	5
1.4. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	5
1.5. DEMANDE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	6
1.6. ACCIDENTS	6
1.7. RELEVÉS DES OUVRAGES	6
1.8. RECEPTION DES OUVRAGES	6
1.9. NORMES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES	6
1.10. NOTES CONCERNANT LE PRESENT C.C.T.P.	8
1.11. MAINTIEN EN ETAT DES VOIRIES ET RESEAUX	8
1.12. SPECIFICATIONS GENERALES	8
1.13. LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT LIMITES DE PRESTATIONS	9
1.14. NIVEAUX, PERCEMENTS, SCELLEMENT, TAMPONS ...	9
1.15. FOURREAUX	9
1.16. OBLIGATIONS DIVERSES	9
1.16.1. RELEVÉS - VÉRIFICATIONS SUR PLACE	9
1.16.2. TYPE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX	10
1.16.3. ECHANTILLONS	10
1.16.4. PROTECTION DES OUVRAGES	10
1.16.5. LIAISONS AVEC LES AUTRES CORPS D'ÉTAT	10
1.16.6. NETTOYAGE DU CHANTIER	10
1.16.7. GESTION DES DECHETS	11
1.16.8. NUISANCES SONORES	11
1.16.9. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ	11
1.16.10. DÉGRADATIONS ACCIDENTELLES	11
1.16.11. RÉUNIONS DE CHANTIER	11
1.16.12. GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET DÉCENNALE	11
1.16.13. DÉMARCHES ET AUTORISATIONS	12
1.16.14. SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC	12
1.16.15. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	12
1.16.16. RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES	12
1.17. HYPOTHESES STRUCTURELLES	13
1.17.1. CHARGES CLIMATIQUES	13
1.17.2. SEISME	13
1.17.3. CHARGES D'EXPLOITATION	13
1.17.4. SURCHARGES PROVISOIRES	13
1.17.5. POIDS PROPRES	13
1.18. INSTALLATION DE CHANTIER	13
1.19. PANNEAU DE CHANTIER	14
1.20. QUALITE DES MORTIERS ET BETONS	14
1.21. QUALITE DES ARMATURES	15
1.22. QUALITE DES COFFRAGES & PAREMENTS COFFRES	15
1.23. QUALITE DES MATERIAUX DE MACONNERIE	16
1.23.1. BLOCS DE BETON	16
1.24. ESSAIS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	16
1.24.1. GENERALITES	16

1.24.2.	ESSAIS SUR LE BETON	16
1.24.3.	ESSAIS SUR LE TERRASSEMENT	17
1.24.4.	ESSAIS SUR LA MACONNERIE	17

2. TRAVAUX PREALABLES **18**

2.1.	ETUDES – PRESTATIONS INTELLECTUELLES	18
2.1.1.	BET STRUCTURE	18
2.1.2.	CONSTAT ETAT DES LIEUX	19
2.1.3.	DOE	19
2.2.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
2.2.1.	BASE DE VIE	19
2.2.2.	CLOTURE DE CHANTIER	19
2.2.3.	CLOISON DE CHANTIER	20
2.2.4.	BENNES A DECHETS	20
2.2.5.	PANNEAU DE CHANTIER	20
2.2.6.	ENLEVEMENT ET GESTION DES DECHETS	20

3. TRAVAUX DE DEMOLITIONS **22**

3.1.	DEPOSE VOLETS ROULANTS ET DRESSAGE DES TABLEAUX	22
3.2.	DOUBLAGES EN PERIPHERIE DES MENUISERIES EXTERIEURES	22
3.3.	CLOISONS STRATIFEEES COMPACT	22
3.4.	CLOISONS	22
3.5.	PLAFONDS	22
3.6.	SOL SOUPLES	23
3.7.	CHAPE	23
3.8.	TRAITEMENT DU PLANCHER EXISTANT	23
3.9.	CAROTTAGES	23

4. TRAVAUX DE GROS OEUVRE **24**

4.1.	SOUS ŒUVRE	24
4.2.	REBOUCHAGES	24
4.3.	RENFORT PLANCHER HAUT R-2	25
4.4.	ESSAI DE CHARGEMENT	25

1. GENERALITES

1.1. PROGRAMME

Le présent CCTP a pour objet de définir et de décrire les travaux du lot n° 01 " DEMOLITIONS / GROS ŒUVRE" à réaliser dans le cadre de la restructuration des urgences pédiatriques – opération 2 à Montpellier (34).

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché et particulièrement des descriptifs des autres lots. L'offre de l'entreprise est ainsi faite en pleine connaissance des interfaces et sujétions que les autres corps d'état entraînent sur les ouvrages du lot.

En regard de ce qui précède, l'entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre toute incohérence, inexactitude ou erreur qui entacherait une pièce du marché.

Le silence sera considéré comme la prise en charge tacite du problème que pose l'inexactitude relevée et partant d'une pleine et entière responsabilité de l'entreprise.

1.2. ETENDUE DES TRAVAUX

Le présent lot comprend de façon non exhaustive :

- ° L'ensemble des formalités administratives en temps opportun.
- ° L'installation de chantier.
- ° La gestion du compte prorata.
- ° La mise à disposition et évacuation des bennes nécessaires à l'ensemble du chantier TCE.
- ° Le constat d'état des lieux.
- ° L'ensemble des protections des éléments et ouvrages conservés.
- ° L'implantation, le piquetage de ses propres ouvrages et l'établissement des repères de niveaux.
- ° Les travaux de dépose, y compris le stockage ou évacuation cela le cas de figure
- ° Les travaux de démolition
- ° La reprise de l'état de surface du plancher existant
- ° Les carottages
- ° Les travaux de sous œuvre et de rebouchages
- ° Les essais de chargement sur le plancher existant
- ° Le tri des déchets, la palettisation éventuelle.
- ° De manière générale, tous les travaux pour une parfaite exécution et finition.

L'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son forfait, sans exception ni réserve, tous les travaux de la profession indispensables au parfait achèvement de l'ouvrage, quelles que soient les quantités d'ouvrages qu'il aura énoncé dans son offre.

L'entreprise est censée connaître parfaitement toutes les prestations de l'ensemble des autres corps d'états, il ne sera toléré aucune réclamation ni accordé aucun supplément de prix pour méconnaissance d'ouvrages communs à un ou plusieurs lots.

Font également partie des prestations à la charge de l'adjudicataire :

La prise en compte dans le forfait des prescriptions du CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES, notamment au sujet du COMPTE PRORATA.

Les frais de protection du personnel conformément aux prescriptions de la réglementation SECURITE SANTE et des directives qui seront édictées par le COORDONNATEUR SPS.

Du fait de sa qualification, il appartient à l'entrepreneur de prévoir toutes les sujétions, fournitures, appareils, dispositifs de sécurité et tous ouvrages nécessaires pour la réalisation parfaite de son marché.

1.3. DOCUMENTS CONSULTATION

Les pièces constitutives du marché sont visées à l'article 02. du C.C.A.P.

NOTA :

Le cadre de décomposition est fourni à titre indicatif, l'entrepreneur se devra de le vérifier dans le délai de la remise des offres.

L'entrepreneur soumissionnaire au titre du présent lot sera réputé avoir pris connaissance des pièces énoncées dans le règlement de la consultation.

En outre, en cas d'erreur, d'omission ou d'interprétation douteuse, l'entrepreneur devra en référer au maître d'Œuvre qui est seule habilité pour décider des modifications à apporter. L'entrepreneur devra, s'il estime nécessaire, présenter des réserves sur les procédés préconisés, sinon il aura accepté de ce fait la responsabilité des solutions techniques pour les différents travaux à sa charge.

1.4. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

AU MOMENT DE LA REMISE DES OFFRES

Les pièces à fournir sont celles énoncées dans le règlement de la consultation.

LORS DES TRAVAUX

- Les plans d'exécution
- Fiches techniques de l'ensemble des matériaux mis en œuvre
- Les plans de récolement planimétriques et altimétriques des ouvrages exécutés échelle 1/100ème.
- Les notes de calcul
- Les P.P.S.P.S.

Etudes techniques

Les études et plans d'exécution sont à la charge de l'entreprise. L'entrepreneur a à prévoir dans ses prestations les études spécifiques de résistance des matériaux et dont il remettra copie au Bureau de Contrôle, Bureau d'études B.A. et à l'Architecte.

Les plans de consultation ne peuvent en aucun cas être considérés comme plans d'exécution.

L'ensemble de ces documents devront être fournis au MOA et MOE

A LA FIN DES TRAVAUX

Les plans de récolement planimétriques et altimétriques des ouvrages exécutés échelle 1/200ème.

1.5. DEMANDE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Les demandes éventuelles d'occupation temporaire du domaine public pendant la durée des travaux seront à la diligence de l'entreprise et les frais correspondants seront à sa charge.

1.6. ACCIDENTS

L'entrepreneur sera personnellement responsable des accidents qui pourraient résulter, soit d'un défaut de soins ou de prévoyance, soit d'un cas fortuit ou de force majeure.

En aucun cas, le maître d'ouvrage et le maître d'Œuvre ne pourront être mis en cause à l'occasion d'accident survenu lors des travaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

* Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail. Travail en hauteur sur matériaux peu résistants

Tout travail en hauteur comporte des risques.

L'entrepreneur devra faire respecter les règles de circulation sur toiture, conformément à la Recommandation n° R 343 «Travaux sur toiture en matériaux peu résistants» de la CNAMTS.

Pour les toitures, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

* Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

1.7. RELEVÉS DES OUVRAGES

Le relevé complet de tous les ouvrages exécutés, sera à la charge de l'entreprise.

1.8. RECEPTION DES OUVRAGES

A la fin des travaux, le Maître d'Ouvrage réceptionnera les ouvrages et l'entrepreneur du Gros Œuvre fournira les plans de récolement des ouvrages exécutés.

Il fournira également les procès-verbaux des essais qu'il aura réalisé conformément aux prescriptions du présent C.C.T.P.

1.9. NORMES ET RÈGLEMENTS APPLICABLES

- L'ensemble des DTU relatifs à ses prestations
- L'ensemble des règles de calcul relatives à ses prestations
- L'ensemble des normes relatives à ses prestations
- Code de la Santé publique,
- Code du Travail,
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêtés préfectoraux en vigueur sur le lieu de la construction,
- DTU 12 Terrassement pour le bâtiment.

- DTU 13.11 Fondations superficielles.
- DTU 13.2 Fondations profondes pour le bâtiment
- DTU 13.3 Dallages - Conception, calcul et exécution.
- DTU 20.1 Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs.
- DTU 20.12 Gros-œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité.
- DTU 21 Exécution des travaux en béton.
- DTU 26.1 Enduit au mortier de ciment, de chaux et de mélange de plâtre et de chaux aérienne.
- DTU 26.2 Chapes et dalles à base de liants hydrauliques.
- Eurocode 2 – EN 1992 : Calcul des structures en béton
- Eurocode 6 - EN 1996 : Calcul des ouvrages en maçonnerie
- Eurocode 7 - Calcul géotechnique - Partie 2 : Reconnaissance des terrains et essais NF EN 1997-2 (septembre 2007) -Indice de classement : P94-252
- Eurocode 8 : Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes
- GS 3 Structures, planchers et autres composants structuraux
- NF P 1 Terrasse, maçonnerie, béton
- NF P 91-201 Constructions handicapés physiques
- Arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- Les règles BAEL 91, arrêtés, décrets et additifs en vigueur.
- Les règles FB de méthode prévisionnelle par le calcul du comportement des structures béton au feu.
- Les règles parasismiques dites règles "PS 92" (NF P 06 013).
- Les règles NV65 et N84 règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions.
- Réglementation acoustique RA 2000, arrêtés, décrets et additifs en vigueur.
- Réglementation thermique RT 2012, arrêtés, décrets et additifs en vigueur.
- Avis techniques du CSTB relatifs aux matériaux utilisés et à leur mise en œuvre.
- L'ensemble des normes AFNOR homologuées à la date de la consultation.
- L'ensemble des lois, arrêtés, règlements, circulaires, et tous textes nationaux et locaux applicables au présent lot.
- Dans l'éventualité d'un document retiré par les instances rédactrices de ces textes, ceux-ci restent référencé dans le cas de non présence de document plus récent et/ou faisant appel à des caractéristiques techniques non traités dans les nouveaux textes.
- Réglementation de sécurité contre l'incendie relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public(ERP) où ces textes sont applicables
- Règlement sanitaire municipal, Règlement sanitaire départemental
- Réglementations sur la sécurité et la santé
- Le résultat de la campagne de sol
- Le permis de construire
- Le RICT
- Les rapports du bureau de contrôle

-Le PGC - SPS

Cette liste est non limitative. L'entrepreneur devra tenir compte de tous les arrêtés et règlements relatifs à ses prestations, en vigueur à la date de la soumission.

1.10. NOTES CONCERNANT LE PRESENT C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. constituant le document contractuel prioritaire des pièces fournies, l'Entreprise ne pourra pas arguer d'un manque de concordance entre les plans et CCTP, d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'art.

Les offres de prix tiendront compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif des plus-values nécessitées par :

- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en œuvre,
 - Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau,
 - La protection des surfaces mitoyennes,
 - Les nettoyages et enlèvement des gravas après chaque intervention, ainsi que les frais de décharge.
 - Et de l'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation des Entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par les documents.
- Les analyses ou essais prévus dans le D.T.U, C.C.A.G, C.C.T.G seront toujours à la charge de l'Entrepreneur.

1.11. MAINTIEN EN ETAT DES VOIRIES ET RESEAUX

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état de service des voies, des réseaux et des installations de toutes natures, publiques ou privées, affectés par ses propres travaux. Durant les travaux, l'entrepreneur devra permettre la circulation sur les voies publiques à proximité du chantier. L'entrepreneur devra prévenir les propriétaires fermiers ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt à l'Architecte les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics.

1.12. SPECIFICATIONS GENERALES

Préalablement à l'établissement de son offre, l'entreprise sera réputée s'être rendue sur le site pour déterminer de son propre chef l'ampleur des travaux à effectuer ainsi que les modes opératoires s'y rapportant.

Il ne sera admis aucun supplément, quelles que soient les quantités que l'entrepreneur pourrait énoncer en cours de chantier.

Il ne pourra en aucun cas revenir sur le prix soumissionné pour erreurs, insuffisances d'études, manque de renseignements de tous ordres au stade de la consultation ou toutes autres raisons.

Il est spécifié à l'entrepreneur qu'il devra l'entier et complet achèvement des ouvrages indiqués dans le cadre du présent C.C.T.P. complété par les plans, et ce, sans supplément au montant de son marché.

L'entrepreneur doit donc s'entourer du maximum de garanties nécessaires et, en particulier : en cas d'imprécision ou d'omission au présent C.C.T.P. faire préciser par le Maître d'Œuvre la

nature de l'ouvrage qui sera exigé pour permettre le parfait et complet achèvement des travaux.

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition, une soumission, ou de signer un marché, indique l'acceptation sans aucune réserve par l'entrepreneur, et qu'aucune réclamation ne sera acceptée après la signature du marché.

1.13. LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT LIMITES DE PRESTATIONS

Pour l'étude et la détermination de leurs prestations, les Entreprises peuvent se procurer toutes les pièces des dossiers des autres Corps d'État, notamment les C.C.T.P. de chacun des lots.

Ils ont le devoir d'en prendre connaissance et ne pourront, en aucun cas ni à aucun moment faire état de ne pas les avoir consultés et de les ignorer, pour éluder obligatoirement en matière de prestations et de liaisons avec les autres Corps d'État.

1.14. NIVEAUX, PERCEMENTS, SCHELLEMENT, TAMPONS ...

Niveaux

Comme il est précisé dans les prescriptions communes T.C.E. le titulaire du présent lot a à sa charge la réalisation des traits de niveaux à 1.00 ml des sols finis dans tous les locaux et leur renouvellement autant de fois que nécessaire.

Perçements réservations et trémies

L'entrepreneur doit la réservation dans les murs ou planchers des trémies, trappes ou percements nécessaires, demandés en temps opportun par les autres corps d'état.

Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur de ce lot, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité des ouvrages, le Maître d'Œuvre en serait tenu informé.

Le rebouchage s'effectuera par l'entrepreneur du présent lot, ou si cela était indispensable et précisé dans le cours de la description des ouvrages par le titulaire de l'un ou l'autre des Corps d'État secondaires.

Ces rebouchages ou calfeutrements devront garantir, outre la continuité de la stabilité des ouvrages, la même stabilité pare flamme et coupe-feu que les ouvrages dans lesquels ils s'inscrivent, les ruptures phoniques et thermiques continues.

1.15. FOURREAUX

La fourniture, la pose, le réglage et le scellement des fourreaux seront à la charge des autres Corps d'État. Dans le cas de murs, ils devront dépasser de 2 cm la paroi finie.

1.16. OBLIGATIONS DIVERSES

1.16.1. RELEVÉS - VÉRIFICATIONS SUR PLACE

Avant tout début de mise en fabrication, le titulaire du présent lot procédera à une vérification systématique des côtes intéressant ses ouvrages, quels que soient les travaux de relevés nécessaires. En cas d'anomalie, il transmettra ses observations dans les meilleurs délais au Maître d'Œuvre et à l'entreprise responsable. Cette dernière prendra les dispositions nécessaires concernant la remise en conformité de ses ouvrages.

1.16.2. TYPE DES DIFFÉRENTS MATÉRIAUX

Dans tous les cas l'entrepreneur devra répondre aux prestations telles que décrites et projetées. Ces prestations correspondent à un minimum de qualité demandée et constituent la référence de base exigée sur laquelle l'entreprise est tenue de répondre. Les ouvrages exécutés par le présent lot sont tenus de respecter l'intégralité des caractéristiques normatives décrites. Celles-ci peuvent s'étendre dans le simple cadre de la réglementation (qui doit en toutes circonstances être respecté par l'entrepreneur), ou aller au-delà pour des raisons propres au projet.

1.16.3. ECHANTILLONS

Avant l'exécution des travaux, l'entreprise du présent lot indiquera au maître d'œuvre le lieu de provenance de ses matériaux et le nom des fournisseurs avec les références et les garanties d'emplois données par ces derniers. Les différents échantillons, soumis à l'approbation du maître d'œuvre, seront conservés sur place. A la demande de la maîtrise d'œuvre, échantillons et maquettes autant que nécessaire. Le choix arrêté, l'entrepreneur pourra commencer l'approvisionnement des matériaux nécessaires au chantier.

1.16.4. PROTECTION DES OUVRAGES

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur les points suivants :

° L'entreprise prendra toutes les précautions et dispositions utiles et nécessaires afin de préserver l'ensemble des ouvrages mitoyens existants avec ces propres travaux. En cas de détérioration, la remise en état à l'identique sera exécuté par le présent lot sans aucune plus-value. Tout dégâts sera réparés ou remplacés à l'identique par le présent lot sans aucune plus-value du fait de sa responsabilité à maintenir en état l'ensemble des protections pendant toute la durée du chantier.

1.16.5. LIAISONS AVEC LES AUTRES CORPS D'ÉTAT

La limite des prestations entre le présent lot et les autres corps d'état est mentionnée dans la description des travaux de chacun des corps d'état. L'entrepreneur a le devoir de prendre connaissance du C.C.T.P. de chacun des lots assurant la réalisation de l'ouvrage. Il ne pourra pas faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer pour éluder ses obligations en matière de prestations et de liaison avec les autres corps d'état.

Cependant, les prestations indiquées dans le présent C.C.T.P. ne sont pas limitatives, non pas en ce qui concerne les ouvrages supplémentaires demandés en cours de chantier par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre, mais pour tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages décrits ou dessinés sur les plans.

1.16.6. NETTOYAGE DU CHANTIER

En cours de chantier, le titulaire du présent lot sera tenu de laisser les ouvrages exécutés dans un tel état que les corps de métiers qui lui succéderont puissent exécuter leurs travaux sans sujétions de nettoyage complémentaire du fait de la présente entreprise. Les différents déchets et gravois provenant des travaux du présent lot seront jetés dans des containers mis à disposition par le présent lot pour tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier (prestation impartie au compte prorata).

A chaque entreprise incombe le tri de ses propres déchets et gravois. Dans le cas où le présent poste s'avérerait insuffisant ou défectueux, et si la demande écrite de la maîtrise

d'œuvre ou du coordinateur SPS reste sans suite sous 24 heures, ces derniers feront procéder au nettoyage par une tierce entreprise au frais et au prorata des entreprises défectueuses.

1.16.7. GESTION DES DECHETS

Suivant article 8.4 du CCTP LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.16.8. NUISANCES SONORES

Suivant article 8.5 du CCTP LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

1.16.9. SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

En application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, du décret du 26 Décembre 1994 et suivants, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et répondra à toutes les demandes du Coordonnateur Sécurité concernant L'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

L'entreprise devra exiger de son personnel le respect et l'application des lois et règlements en vigueur concernant la sécurité générale autant que celle de l'installation de chantier. Elle devra se conformer à toutes les observations particulières des organismes habilités à contrôler le chantier: Direction Départementale du travail et de la main d'œuvre, O.P.P.B.T.P, Comité hygiène et sécurité, etc.

La sécurité des ouvrages provisoires et des engins, la responsabilité de la conception, de la réalisation, de leur emploi incombent uniquement à l'entrepreneur. Celui-ci est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs, quels que soient les accidents provoqués par un défaut d'emploi des engins, machines, outils, ou de personnel recherchées, mais ne sont nullement limitatives, surtout par rapport aux réglementations acoustiques, thermique et de sécurité en vigueur.

1.16.10. DÉGRADATIONS ACCIDENTELLES

Le Constructeur devra indiquer, dans le programme de montage, toutes les précautions qu'il compte prendre pour éviter toutes les dégradations aux éléments de béton (poteaux, piles, murs, dallages), de charpente ou de couverture existants. Les dégradations accidentelles imputables à la méthode de montage ou à la déficience des échafaudages et cintres seront dus par le Constructeur.

Il sera procédé au tri sélectif des déchets du chantier avant évacuation aux décharges publiques.

Les éléments constitués de bois seront évacués, leur brûlage dans l'emprise du chantier étant proscrit.

1.16.11. RÉUNIONS DE CHANTIER

Le Maître d'Œuvre assurera toutes les réunions de chantier.

L'entrepreneur est également tenu d'assister aux réunions de chantier hebdomadaire le concernant. Une pénalité sera appliquée en cas d'absence ou de retard.

1.16.12. GARANTIE ANNUELLE, BIENNALE ET DÉCENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

1.16.13. DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux entrepreneurs d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes devront être transmis au maître d'œuvre.

1.16.14. SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, les entrepreneurs seront seuls responsables des conséquences.

1.16.15. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous les autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mises à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

1.16.16. RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées ou invoquées.

La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, et aucune prolongation de délai ne sera accordée. Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'« Avis Technique » ou, à défaut, aux prescriptions du fabricant.

1.17. HYPOTHESES STRUCTURELLES

1.17.1. CHARGES CLIMATIQUES

L'entrepreneur tiendra compte des surcharges climatiques appliquées sur des ouvrages conformément aux règles NV. 65 modifiées.

Il sera tenu compte notamment des surcharges d'accumulation, d'eau et de neige possibles compte-tenu du principe de la toiture, ainsi que des surcharges de vent.

Lieu de réalisation des travaux : MONTPELLIER (34)

Neige : Zone géographique B2, altitude <200m.

Vent : Zone 3.

1.17.2. SEISME

Zone de sismicité : 2 (faible)

Catégorie d'importance du bâtiment : IV

1.17.3. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation seront conformes à la norme NFP 06.001 et ne pourront en aucun cas être inférieures aux hypothèses mentionnées sur la note d'hypothèse.

1.17.4. SURCHARGES PROVISOIRES

L'entrepreneur tiendra compte des efforts provisoires qui pourraient résulter de la manutention jusqu'à l'emplacement de leur mise en service des différents organes (tables, banches...)

1.17.5. POIDS PROPRES

Aux charges ci-avant s'ajouteront les poids morts selon la norme NF P 06.004, et en particulier :

- Les ouvrages en béton armé.
- Les revêtements de sol.
- Les faux plafonds.
- Les cloisons et recharges.
- Les façades.
- Les tuyauteries accrochées en sous-face de dalle et sous toiture
- Les équipements fixes.

1.18. INSTALLATION DE CHANTIER

Conformément à la loi N°93-1418 du 31.12.1993 et aux Décrets N°94-1159 du 26.12.1994 et Décrets N°95-543 du 04.05.1995, les entrepreneurs devront prévoir dans leurs offres l'ensemble des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'ensemble de ces mesures sont indiquées dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSPS) qui est joint au présent dossier.

L'entrepreneur du présent lot à sa charge :

1 Plan Particulier de Sécurité de Protection de la Santé (PPSPS),

L'ensemble des mesures de sécurité et de protection, protections individuelles (chaussures de sécurité, gants, casques, lunettes, appareils de protections respiratoires

et d'ouïe etc ...) et collectives (Gardes corps, obturation de trémies, protections limitant et amortissant les chutes, dispositifs d'accrochage de protections etc ...)

1 Plan d'implantation du chantier (clôtures, circulations, stationnements, zone de déchargement etc..)

L'ensemble des clôtures du chantier,

Les lieux de déchargement et de stockage des différents matériaux (lourds et légers)

Lieux communs de chantier (Bureaux, Sanitaires, Réfectoires etc ...) tous ces locaux seront aménagés suivant les réglementations en vigueur et suivant le PGCSPPS,

La signalisation du chantier,

Extincteurs adaptés à chaque type de feu,

Bennes à ordures (Nombre de bennes suivant le centre de tri en de la ville, deux en général). Ces prescriptions ne sont pas limitatives.

1.19. PANNEAU DE CHANTIER

La publicité d'autorisation de construire sur le chantier a été rendue obligatoire par le décret du 13 juin 1979, elle sera assurée par le titulaire du présent lot pour sa partie réglementaire, d'une part, et d'autre part pour ses compléments de la manière suivante :

Succédant aux mentions de publicité réglementaires où la ville et le Maître de l'Ouvrage figureront en gros caractère, il sera fait état des différentes sources de financement de l'opération de manière exhaustive.

Ensuite figureront les Noms et coordonnées de l'ensemble des Architectes et Techniciens participant à l'opération, Suivis de la liste des lots dans leur ordre croissant avec Noms et coordonnées des entreprises titulaires des marchés ainsi que de leurs sous-traitants éventuels.

Ce panneau de dimensions de 2,50 x 3,20 m environ sera implanté de façon à être parfaitement lisible depuis le domaine public et maintenu en état pendant toute la durée du chantier, La dépose n'étant effectuée que sur ordre de l'Architecte

1.20. QUALITE DES MORTIERS ET BETONS

Qualité des liants, agrégats et dosage

La qualité et la provenance des liants et des agrégats devront recevoir l'avis de l'organisme de contrôle ou de l'Architecte. L'entrepreneur de ce lot à la responsabilité de la qualité des bétons mis en place et il tiendra compte journallement de l'humidité des agrégats.

L'utilisation d'adjuvants sera subordonnée à l'accord soit du bureau de contrôle, soit de l'Architecte.

Lors de leur mise en œuvre, la température des bétons devra être supérieure à 5°C. la vitesse de variation de la température sera limitée à 20°C / heure.

L'écart de 2 points quelconques du béton constituant un même élément sera inférieur à 10°C.

Fabrication et composition des mortiers et bétons

Les sables, pierrailles et graviers pour béton armé et non armé, ainsi que les mortiers seront conformes aux normes N.F. P 18301 et 18304.

Le sable pour béton sera du type d/0 = 0,1/6,3. Le sable pour mortier sera du type d/0 = 0,1/3,15.

Les pierrailles pour ouvrages en béton seront du type d/0 = 6,3/25.

Le ciment employé sera soit du ciment Portland artificiel (C.P.A. 210/325) ou C.P.J., soit du ciment métallurgique mixte (C.M.M. 180/250) La composition des mortiers et bétons sera :

Composition des bétons

Résistance minimum à la compression à 28 jours : 300 bars,

Résistance minimum à la traction à 28 jours: 23,2 bars.

Composition des mortiers

A ces données seront substituées celles imposées par le B.E.T. de structure et ou par le bureau de contrôle. Conformément aux documents généraux contenus dans le C.P.S. ou C.C.A. et suivant les normes N.F. P 03001, l'entrepreneur devra procéder sans aucun supplément de prix à tous les essais, prélèvements et analyses jugés nécessaires par le bureau de contrôle ou l'architecte, pour le contrôle de la qualité des matériaux et la résistance des bétons.

Si ces résultats étaient inférieurs au minima imposé par les règlements précités, il serait procédé à la démolition des ouvrages sans aucun supplément de prix, ni allongement des délais.

1.21. QUALITE DES ARMATURES

Elles présenteront les caractéristiques mécaniques requises par les plans techniques.

Elles seront :

Soit de la catégorie des aciers dits "lisses" : A.K. = 2200 kg/cm²,

Soit des aciers dits à "haute adhérence" avec A.K. = 4200 kg/cm².

Les autres aciers spéciaux feraient l'objet d'une étude particulière du B.E.T. de structure soumise à l'avis du bureau de contrôle.

Leur façonnage, leur mise en place et leur maintien dans le béton seront conformes aux règles de l'Art et répondront aux définitions techniques.

1.22. QUALITE DES COFFRAGES & PAREMENTS COFFRES

Les coffrages seront étudiés de façon à obtenir des parements appartenant aux catégories suivantes :

1. Parements de classe I (indifférente).

Parements bruts de décoffrage pour faces cachées ou à enduire, dont l'aspect de surface est indifférent

Pour ceux d'entre eux qui seront visibles au décoffrage, les balèbres devront être enlevées et les manques de matière rebouchés.

2. Parements de classe R (rugueux).

Parements servant de support à un enduit au ciment ou au plâtre. Ils doivent se présenter sous l'aspect d'une surface rugueuse, balèbres enlevées et manque de matière rebouché. L'aptitude du parement au bon accrochage de l'enduit résulte traditionnellement de sa rugosité, qui peut être obtenue ou améliorée par un traitement de surface tel que piquage, utilisation d'une toile de jute etc.

3. Parements de classe L (lisse).

Parements servant généralement de support à un revêtement mince. Ils doivent se présenter sous l'aspect d'une surface lisse, à balèbres enlevées et ragréées, dont le bullage n'implique qu'une consommation normale d'enduit dit de débullage et dont les flèches locales ne peuvent être supérieures à : 0,001 m.

Sous une règle de 0,20 mètre.

La consommation d'enduit de débullage est normale s'il suffit d'employer le produit d'enduit filmogène sous une épaisseur moyenne de l'ordre de 0,02 m. (soit à raison de moins de 0,6 kg au m²), cette préparation étant nécessaire et suffisante dans le cas d'une prestation minimale.

Dans le cas de parements plans verticaux, la flèche générale ne peut être supérieure à 0,02 m. sous une règle de 2 m.

4. Parements de classe S (spéciaux).

Parements caractérisés par la recherche d'un effet architectural déterminé ; le béton restera apparent. Parements soignés.

1.23. QUALITE DES MATERIAUX DE MACONNERIE

1.23.1. BLOCS DE BETON

Les blocs de béton de granulats courants :

Ils seront conformes à la norme NFP 14.301.

Ils proviendront d'une usine agréée et porteront l'estampille N.F. . Les blocs en béton cellulaire autoclavé :

Ils seront conformes à la norme NFP 14.306.

1.24. ESSAIS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

1.24.1. GENERALITES

Les essais mentionnés ci-dessous sont les essais minimaux à réaliser sur les matériaux utilisés.

L'entreprise sera tenue de transmettre leurs résultats au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle qui se réserve le droit en cas d'insuffisance de résultats et sans que l'entreprise puisse prétendre à indemnisation ou prolongation des délais de faire procéder à tous essais complémentaires, auscultation et réparation de tout ou partie d'ouvrage litigieux. L'entreprise devra procéder à sa charge à tous les essais complémentaires que le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle jugeront nécessaires notamment en cas de doute sur la qualité ou la provenance des matériaux utilisés.

1.24.2. ESSAIS SUR LE BETON

Granulats

L'entrepreneur devra fournir l'origine et la nature des granulats, la granulométrie, équivalent de sable, dureté des agrégats.

Résistance à la compression

Les essais de compression seront effectués par un laboratoire officiel sur des éprouvettes cylindriques (6 éprouvettes par 100m³ de béton au minimum) et menés conformément aux normes.

1.24.3. ESSAIS SUR LE TERRASSEMENT

Tout matériau de remblai ou de forme est défini suivant la classification géotechnique présentée dans le fascicule spécial 79-15 bis "Terrassements généraux".

La nature et la fréquence des essais de contrôle du compactage du matériau dépendent de son classement :

- Mesure de la densité sèche γ_d par référence aux caractéristiques optimales (teneur en eau optimale et densité sèche optimale maximale) de l'essai Proctor modifié (OPM) pour les sols fins argileux (B, D1 et D2) avec un essai pour 300 m² et un maximum de cinq essais par site pour une plate-forme générale
- Mesure des modules de déformation EV1 et EV2 et k_w (essai de plaque mode opératoire C.T.2 du L.C.P.C) pour les sols grossiers non argileux (C, 03 et 04) avec un essai pour 1000 m² et un minimum de trois essais par site pour une plate-forme générale.

Remarques :

Dans le cas des fondations sur terrain mixte (déblai-remblai), les terrains en place feront l'objet d'un contrôle comme pour les remblais.

Pour les remblais d'une hauteur supérieure à 1,50 m, le contrôle de la mise en œuvre sera complété par quelques essais au pénétromètre statique ($R_p > 10 \text{ PMa}$)

1.24.4. ESSAIS SUR LA MACONNERIE

Généralités

L'entrepreneur communiquera les résultats des essais pratiqués par les fournisseurs et donnera par type de matériaux les renseignements notés ci-dessus.

Éléments de terres cuites

- Contrôles dimensionnels
- Absorption d'eau
- Efflorescence (éléments restant apparents)
- Résistance à l'écrasement
- Résistance à la gélivité.

Blocs de béton

- Contrôles dimensionnels
- Résistance à l'écrasement
- Masse volumique (blocs en béton cellulaire autoclavé)

2. TRAVAUX PREALABLES

2.1. ETUDES – PRESTATIONS INTELLECTUELLES

2.1.1. BET STRUCTURE

L'entreprise aura à sa charge les études d'exécution des ouvrages.

Cette étude comprendra :

- Etablissement des plans d'exécutions
- Notes de calcul
- Fiches techniques
- L'établissement de toutes déclarations administratives, D.I.C.T. demande d'autorisation de travaux de voirie.
- Le marquage/piquetage des réseaux existants suivant la norme AI PR
- Dimensionnement des ouvrages
- Y compris fourniture d'un DOE format papier et numérique à la demande de la MOA en fin de chantier

Application des consignes du P.G.C. et l'établissement du P.P.S.P.S. conformément aux textes en vigueur concernant la sécurité et la protection de la santé sur les chantiers
Tous les calculs de dimensionnements seront réalisés par un bureau d'étude référencé dans les calculs de structure. Cette mission pourra être réalisée par le bureau d'étude interne à l'entreprise ou bien sous-traité à un Bureau d'Etude Technique spécialisé.

Ces pièces d'exécution sont à intégrer dans la proposition de prix de l'entrepreneur qui ne pourra prétendre ultérieurement à aucune plus-value en ce qui concerne ce dossier.

Ces documents, note de calcul, plans généraux, coupes, élévations, plans de détails au 1/20^{ème} permettront d'avoir une compréhension parfaite des assemblages entre matériaux et composants de structure. Un dossier technique comprenant toutes les fiches de matières et matériaux sera de même constitué, il comprendra sans exception tous les composants que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour l'exécution de son marché.

La réalisation de ce dossier sera faite en temps voulu pour acceptation de l'architecte et le CT.

En aucune manière, l'établissement de ce dossier ne retardera le déroulement du planning contractuel mis en place.

Y compris fourniture d'un DOE format papier et numérique à la demande de la MOA en fin de chantier

La prestation comprend également l'analyse et la rédaction d'un rapport de conclusion suivant les essais de chargement réalisés sur le plancher. Ce rapport comprendra suivant le cas :

- Une validation du plancher et de la structure au niveau inférieur en l'état sans besoin de renforts
- Une étude complète de reprise en sous œuvre du plancher au moyen de plats carbone et éventuellement de reprises de la structure du niveau inférieur.

Pour rappel, le plancher devra supporter les charges permanentes qui seront déterminées en phase EXE et les charges d'exploitations de 400kg/m².

2.1.2. CONSTAT ETAT DES LIEUX

Avant démarrage des travaux, le présent lot devra faire réaliser un constat d'état des lieux par un huissier pour prendre note de l'état de la voirie, espace vert, façades, toitures, bâtiments existants, etc...

Ce constat sera alors pris en référence en fin de chantier lors de la remise en état des espaces chantier.

En cas de constat de fissures existantes, il sera mis en place par l'entreprise des jauges de contrôle des fissures. Ces jauges seront maintenues tout le chantier afin de constater l'éventuelle évolution des fissures. Elles seront déposées en fin de chantier et les supports remis en état par l'entreprise.

Il devra être remis en version informatique au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre. Ce constat sera alors pris en référence en fin de chantier lors de la remise en état des espaces chantier.

2.1.3. DOE

En fin de chantier un Dossier des Ouvrages Exécutés sera remis suivant les modalités définies au lot 00

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

2.2.1. BASE DE VIE

La prestation comprend, la mise à disposition et l'entretien journalier des installations suivantes :

- 1 sanitaire
- 1 vestiaire / réfectoire / salle de réunion

La base de vie sera constituée comme le demande le PGC du CSPS

Ces installations seront raccordées aux réseaux de chantier par le présent lot depuis les coffrets chantier

L'ensemble de ces équipements devront être maintenus en place durant toute la durée du chantier y compris lorsque l'intervention du présent lot sera terminée.

Localisation : plan d'installation de chantier

2.2.2. CLOTURE DE CHANTIER

La prestation comprend la mise en place d'une clôture en panneaux pleins sur plots béton permettant le cantonnement du chantier. Ces panneaux seront solidement fixés entre eux afin d'éviter toute pénétration de personne étrangère au chantier. Cette clôture sera tenue en fonctionnement et remise en état si nécessaire tout au long du chantier.

Un portail et un portillon également bardés en panneaux pleins permettant l'accès aux véhicules de chantier et aux ouvriers sera mis en place et fermé systématiquement après chaque passage. La fermeture sera assurée par une chaîne avec cadenas.

La signalétique normative indiquant un chantier en activité devra être placée sur celle-ci. Un arrêté d'occupation de voirie sera réalisé si nécessaire.

Les travaux étant réalisés en site occupé, la révision de fixation de ces clôtures devra être réalisée quotidiennement et l'entreprise devra sans délais réparer les éventuelles dégradations tout au long de l'opération.

Localisation : plan d'installation de chantier

2.2.3. CLOISON DE CHANTIER

La prestation comprend le calfeutrement des portes existantes donnant sur zone de chantier. Cette obturation sera faite avec du polyane et du scotch afin d'éviter toute pénétration de poussière.

Localisation : plan d'installation de chantier

2.2.4. BENNES A DECHETS

L'entreprise aura à sa charge la mise en place de bennes de tris des déchets durant toute la durée des travaux.

Ces bennes pourront être remplacées par une seule benne réceptionnant tous les types de matériaux à condition que celle-ci soit triée par la suite par une entreprise spécialisée.

Les bons de traitements des déchets seront obligatoirement transmis au CSPS et Maître d'œuvre

Localisation : plan d'installation de chantier

2.2.5. PANNEAU DE CHANTIER

Un panneau de chantier en panneau plein de dimension 2.00/3.00m en contreplaqué marine sera mis en place à l'entrée du site.

Le panneau sera fixé sur deux poteaux bois insérés dans des plots béton permettant de le maintenir.

Le panneau devra contenir les informations suivantes :

- Nom du projet
- Nom et coordonnées du Maître d'ouvrage avec son logo
- Nom et coordonnées du Maître d'œuvre avec son logo
- Nom et coordonnées du Bureau de Contrôle – SSI – CSPS avec son logo
- Nom et coordonnées des entreprises
- Montant des travaux
- Image du projet
- N° et date du permis de construire
- La hauteur maximale du projet et sa surface

La maquette du panneau sera transmise préalablement à la Maîtrise d'œuvre et au CSPS pour validation avant mise en œuvre.

Le panneau devra être évacué en fin de travaux.

2.2.6. ENLEVEMENT ET GESTION DES DECHETS

Entrée en vigueur le 1er juillet 2021, le décret n°2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les « informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets » et applicable à l'opération objet de cette consultation.

Le décret est pris pour l'application de l'article 106 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Le décret introduit des dispositions réglementaires de façon à ce que les maîtres d'ouvrage puissent s'assurer de la bonne gestion des déchets issus de leurs chantiers, dont ils sont responsables au titre de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ces dispositions réglementaires sont : la formalisation de lignes déchets dans les devis rédigés par les

entreprises et les professionnels du bâtiment ainsi que par les entreprises et les professionnels du jardinage préalablement à la réalisation de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments et des travaux de jardinage.

Les devis doivent spécifier en détail les coûts associés aux modalités d'enlèvement et de gestion des déchets.

Ils doivent également mentionner les installations dans lesquelles les déchets seront déposés en fonction de leur typologie. En outre, le décret introduit une obligation pour le ou les centres de collecte des déchets de délivrer à titre gracieux un bordereau de dépôt des déchets. Il renforce ainsi les conditions de traçabilité des déchets.

Le présent lot devra prévoir le traitement des déchets générés par ses travaux. Il devra donc faire figurer sur son offre/proposition de prix, remise en réponse à la consultation, une mention détaillant les coûts associés aux modalités d'enlèvement et de gestion des déchets.

Cette mention doit indiquer :

- Une estimation de la quantité totale de déchets produits par l'entreprise pendant le chantier,
- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets, et notamment la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue,
- Le ou les points de collecte où l'entreprise prévoit de déposer les déchets issus du chantier,
- Une estimation des coûts associés à la gestion des déchets.

3. TRAVAUX DE DEMOLITIONS

3.1. DEPOSE VOLETS ROULANTS ET DRESSAGE DES TABLEAUX

Les travaux de dépose des menuiseries amiantées sont prévus au lot « menuiseries extérieures ».

La prestation du présent lot comprend :

- La dépose des volets roulants
- La dépose des glissières de volets roulants – y compris rebouchage des trous de fixation
- Le rebouchage des réservations des volets roulants
- Le dressage des tableaux de toutes les menuiseries déposées

Localisation : plan de repérage – dépose menuiseries amiantées

3.2. DOUBLAGES EN PERIPHERIE DES MENUISERIES EXTERIEURES

La prestation comprend la dépose du doublage existant en périphérie des menuiseries extérieures afin de permettre leur dépose ultérieure par le lot menuiseries extérieures.

Y compris enlèvement des tous les plots de colles adhérents aux murs

Evacuation en centre de tri agréé

Localisation : plan de repérage – démolitions cloisons / plan de repérage – dépose menuiseries amiantées

3.3. CLOISONS STRATIFEEES COMPACT

La prestation comprend :

- Démolition des ouvrages suivant plan de repérage
- Dépose comprenant cloison stratifiées et éléments de fixation
- Y compris dépose des portes stratifiées compact
- Y compris évacuation en centre de tri agréé

Localisation : plan de repérage – démolitions cloisons

3.4. CLOISONS

La prestation comprend :

- Démolition des ouvrages suivant plan de repérage
- Dépose comprenant plaques de plâtre, rails et fixations OU démolition briques si cloison en brique plâtrée
- L'entreprise devra avant toute démolition vérifier la nature du mur à démolir. Si une cloison s'avérait être un mur porteur, la MOE en serait immédiatement informée
- Y compris dépose des menuiseries situées sur les cloisons à démolir
- Y compris évacuation en centre de tri agréé

Localisation : plan de repérage – démolitions cloisons

3.5. PLAFONDS

La prestation comprend la dépose du plafond démontable dalles 60x60 existant :

- Démolition des ouvrages suivant plan de repérage
- Dépose comprenant dalles 60x60, ossatures, suspentes, cornières de rives
- Y compris évacuation en centre de tri agréé

Localisation : plan de repérage – démolitions plafonds

3.6. SOL SOUPLES

La prestation comprend :

- Démolition des ouvrages suivant plan de repérage
- Dépose comprenant sol souple
- Ponçage des traces de colle
- Y compris évacuation en centre de tri agréé
- Y compris enlèvement des plinthes

Localisation : plan de repérage – démolitions sols

3.7. CHAPE

La prestation comprend :

- Démolition des ouvrages suivant plan de repérage
- Démolition de la chape des sanitaires jusqu'au plancher béton sur environ 5cm
- Y compris évacuation en centre de tri agréé

Localisation : plan de repérage – démolitions sols

3.8. TRAITEMENT DU PLANCHER EXISTANT

Suite aux travaux de déposes et de démolitions, le présent lot devra le ponçage du sol de tout le plateau mis à nu.

Finition lissée : tolérance de 7mm sous la règle de 2m. En cas de reprise de l'état de surface par un ragréage, l'entreprise devra s'assurer de la compatibilité de son produit avec le produit de ragréage mis en œuvre par le lot revêtement de sol.

La réception du support sera réalisée par la MOE en présence du lot « sol souple »

Localisation : plan de niveau : plateau complet

3.9. CAROTTAGES

Carottages dans les voiles et planchers existants pour pénétration des réseaux créés. La prestation comprend également le rebouchage des réservations après passage des lots techniques. Le rebouchage devra restituer le degré coupe-feu du mur ou plancher traversé, la mousse est proscrite, ils devront être réalisé au mortier.

La prestation comprend :

- L'amenée et le repli des matériels et équipements nécessaires
- Mise en station de la carotteuse
- Scellement dans la façade existante / plancher existant
- Mise en place d'un système de récupération des eaux de ruissellement
- Emplacement des carottage et diamètres suivant demande des lots techniques
- Nettoyage des postes de travail intérieurs et extérieurs l'instant suivant le forage afin d'éviter tout désordre

Localisation : GO.01

4. TRAVAUX DE GROS ŒUVRE

4.1. SOUS ŒUVRE

La prestation comprend :

- Tracé des ouvertures à créer
- Diagnostic de la nature du mur à ouvrir, y compris relevés des armatures en place
- Démolition des parties concernées
- Etalement au fur et à mesure de la démolition
- Evacuation des gravats en centre de tri agréé
- Réalisation d'un linteau en BA dimensionné selon note de calcul du BET structure – Restitution du degré de stabilité au feu de la structure.
- Dressage du linteau et des tableaux avec un mortier de ciment

Y compris application d'une peinture de façade sur les jambages et le linteau et sur un débord de 20cm autour de l'ouverture. Teinte au choix de l'architecte

Localisation : entrée urgences + désenfumage dans patio

Localisation : plan de repérage – gros œuvre

4.2. REBOUCHAGES

Rebouchage de l'allège de la porte existante pour création d'une fenêtre.

La prestation comprend :

- Piquage de la maçonnerie en périphérie de l'ouverture
- Rebouchage en blocs de maçonnerie pleins
 - o Fourniture et mise en œuvre d'agglos d'épaisseur adaptée au mur à reboucher en ciment pleins hourdés au mortier de ciment, pose soignée, joints affleurés.
 - o Ils seront montés par assises réglées à joints croisés, chaque bloc recouvrant ceux de l'assise inférieure sur une longueur au moins égale à 0,10 m. Les joints d'assise auront une épaisseur de 0,01 et les verticaux de 0,015.
 - o Les blocs utilisés seront en béton homogène, non armé, en granulats lourds pour les porteurs et légers pour les éléments de remplissage ou de cloisonnement, et, de bonne fabrication mécanique, obtenus à partir de moulages. Ils ne comporteront aucune défectuosité, telle que fissuration, déformation ou arrachement, leurs faces seront planes et leurs arêtes rectilignes. Les faces destinées à être enduites seront rugueuses et présenteront une bonne adhérence à l'enduit.
 - o Leur classe de résistance sera B.40 ou B.60 ou B.80 Ils seront conformes aux normes N.F.P. 14 301 et 14 402.
- Y compris ancrages et liaisons avec la maçonnerie existante
- Le degré coupe-feu de la paroi devra être restitué conformément à l'existant

Fourniture et pose d'un appui de fenêtre en béton préfabriqué – teinte au choix de l'architecte.

La finition côté extérieur du rebouchage sera très soignée et préparée pour peinture. La prestation comprend :

- Fourniture et application d'une première couche de ragréage ciment fin (débullage) d'épaisseur 4mm maxi de type Revetcryl ciment ou équivalent technique

- Fourniture et application d'une deuxième couche de ragréage de finition d'épaisseur 0.5mm maxi de type Finimur ou équivalent technique
- Y compris application d'une peinture de façade. Teinte au choix de l'architecte

Localisation : plan de repérage – gros œuvre

4.3. RENFORT PLANCHER HAUT R-2

La prestation comprend la fourniture et la pose d'une structure métallique suspendue en plancher haut R-2 servant de support aux rails des appareils de radiologie.

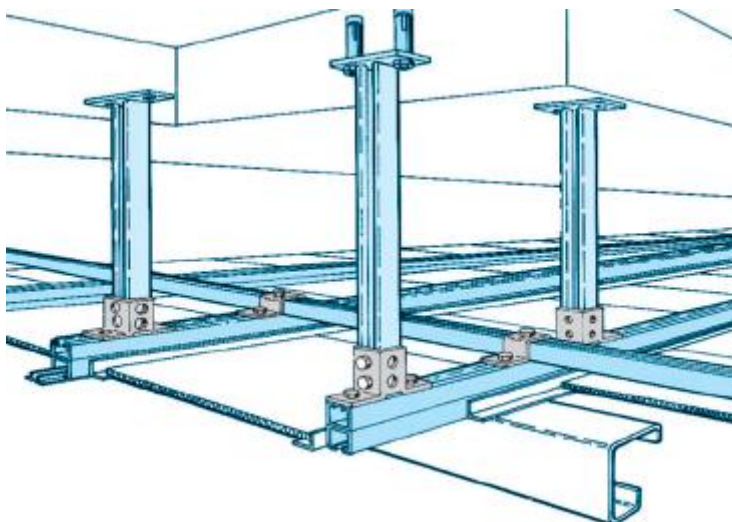
Dimensionnement par le BET structure suivant charges données par le fabricant de radio

Structure en acier galvanisé à chaud

Scellement dans le plancher haut et les poutres périphériques suivant charges à reprendre

Calepinage de l'ossature à prévoir en coordination avec les lots techniques pour les passages des différentes gaines.

Ossature de type HALFEN-DEHA ou équivalent technique



Localisation : plan de repérage des renforts de plancher

4.4. ESSAI DE CHARGEMENT

Le plancher existant a été dimensionné pour une charge d'exploitation de 250kg/m². Le présent lot doit donc la réalisation d'un essai de portance sur une travée de plancher pour vérifier sa capacité à supporter une charge d'exploitation de 400kg/m² **dans les circulations** et les charges permanentes du projet (cloisons, sols, ...). La prestation comprend :

- Mise en place de jauges et témoins en sous face du plancher, sur les poutres, les poteaux, ... et tout élément structural dont l'entreprise jugera nécessaire
- Essai de chargement par big bag de sable durant une durée déterminée : minimum 24h
- Relevé des mesures des jauges et mesure des déformations (flèche)
- Retrait des charges
- Y compris nettoyage après essai par aspiration

- Relevé des mesures des jauges et mesure des déformations après déchargement afin de déterminer si le matériau constituant le plancher est en phase élastique (charge d'épreuve à l'ELU)
- Rédaction d'un rapport

Localisation : plan de repérage des renforts de plancher